



Fédération Nationale de l'Enseignement,
de la Culture et de la Formation Professionnelle,
de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière

SYNDICAT NATIONAL FORCE OUVRIERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE (SNFOEP)

6/8, rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 56 93 22 22 Fax : 01 56 93 22 20
Email : secretariat@fo-enseignement-privé.org

« L'Ecole de la confiance » : moins 1800 postes dans le public. Et dans le privé ?

Le ministre minimise. Après tout dit-il ce ne sont que 0,2% des personnels de son ministère. Mais derrière ces chiffres, c'est la réalité des différentes contre-réformes qui se met en place. Pour la première fois il reconnaît (Figaro du 17 septembre) qu'il compte aussi sur la réforme du lycée et du baccalauréat, qui va permettre de mieux répartir les élèves : « *Nous n'aurons plus des séries littéraires à 15 élèves, et de l'autre côté, des classes scientifiques à 35.* » La réforme « va nous permettre de faire mieux, avec des moyens à peu près comparables. Le mot rationalisation n'est pas un vilain mot. Aujourd'hui, tout un chacun peut constater que le lycée pourrait être mieux organisé ».

Et face à la montée des effectifs, le ministre prévoit d'imposer une deuxième heure supplémentaire, considérée comme une hausse de salaire car « désocialisée » !

De qui se moque-t-on ? Rappelons qu'il avait déjà supprimé de nombreux postes aux concours externes 2018 dans le seul second degré. Les classes sont surchargées partout avec plus de 35 élèves par classe. Le ministre oublie les chiffres publiés par son propre ministère « *En 2018, 26 000 élèves supplémentaires sont attendus. L'augmentation des effectifs devrait être plus marquée entre 2019 et 2021 avec environ 40 000 élèves supplémentaires attendus chaque rentrée.* » (note de la Depp, mars 2018)

Le ministre fait siennes les déclarations du secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Olivier Dussopt (Les Echos du 10 septembre) répondant à la question « *supprimer 50 000 postes dans la fonction publique d'Etat, est-ce possible ?* » : « *C'est très largement atteignable sachant que chaque année, il y a plusieurs dizaines de milliers de départs en retraite(...). Plus nous allons avancer et plus des marges de manœuvre de réduction des effectifs se dégageront* ». Preuve en est, la suppression annoncée de 1600 emplois au ministère de la Jeunesse et des Sports le lundi 10 septembre et aujourd'hui les 1800 dans l'Education nationale (second degré et personnels administratifs).

Résister, revendiquer, se réunir

Le ministre Blanquer aurait tort de penser que les personnels ne se rendent pas compte de la situation. Les réformes s'accumulent et elles sont rejetées : PPCR avec ses entretiens de carrière humiliants, son appréciation figée pour accéder à la hors classe, la mise en place d'un grade fonctionnel, la classe exceptionnelle, tout cela pour solde de tout compte et la valeur du point d'indice bloquée jusqu'en 2020 ; la réforme du baccalauréat, du lycée... et les suppressions de postes.

Particularité de l'enseignement privé

L'année passée, l'enseignement privé n'a pas perdu de postes et il y a eu redéploiement entre académies. Dans Libération du mardi 18 septembre, le Ministre annonce 1800 suppressions dans le public dont 400 administratifs. Le journaliste rajoute dans la foulée : « *Le privé sera également touché à hauteur de 20%* ». Soit entre 280 et 360 postes supprimés, car on ne connaît pas la base de son calcul, administratifs ou non compris.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Des pertes d'heures, voire des pertes de contrat ou des mobilités forcées dans des académies qui se portent mieux que d'autres. Cela signifie aussi que les stagiaires de cette année risquent de se retrouver à temps incomplets subis avec une rémunération au rabais, car pour eux il ne pourra pas être question d'heures supplémentaires s'ils sont à temps incomplets et des baisses de postes aux concours. Pour le SNFOEP, c'est inacceptable.

Face à cette offensive généralisée de destruction de nos droits, de nos conditions de travail et d'enseignement, le SNFOEP appelle les personnels à se réunir, pour affirmer collectivement les revendications et construire le rapport de force.

TOUS EN GREVE LE 9 OCTOBRE !

Montreuil le 19 septembre 2018